

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 37 (2000)
Heft: 1414

Titelseiten

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 18.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les œillères du manager

QU'UN CHEF D'ENTREPRISE se soucie de la compétitivité de la Suisse, rien que de très normal. Qu'au passage, il préconise une mesure favorable à son secteur – l'allègement du droit de timbre – n'étonne guère. Qu'il entonne le refrain connu des privatisations et de l'amaigrissement de l'Etat ne surprend pas non plus. Les dix thèses pour la Suisse du 21^e siècle de Lukas Mühlemann, patron du Credit Suisse Group, parues dans *Das Magazin* (n°52, 1^{er} janvier 2000), le supplément hebdomadaire du *Tages Anzeiger*, ont néanmoins fait du bruit, indignant la gauche et irritant la droite politique.

Tout n'est pas à jeter dans les propos du banquier, notamment ce qui concerne l'importance de la formation, l'encouragement à l'innovation, la lutte contre les cartels et l'avenir européen de la Suisse, l'aide accrue au développement ou encore le soutien à la fondation « Suisse solidaire ». Mais l'économisme réducteur qui sous-tend l'analyse affaiblit la démonstration.

La faiblesse de l'analyse apparaît particulièrement au chapitre des institutions politiques. Mühlemann se réfère au fonctionnement de l'entreprise, la sienne, pour préconiser une réforme du système politique: un gouvernement plus homogène doté d'une présidence renforcée, une procédure de consultation limitée aux dossiers essentiels, moins de possibilités de recours, une réforme de la démocratie directe non explicitée mais dont

on subodore qu'elle restreindrait les droits populaires. Tout cela pour parvenir à des décisions plus rapides, comme dans les entreprises.

Bien sûr, la comparaison fait sourire. Une société humaine ne se gère pas comme une entreprise commerciale. L'Etat n'est pas seulement fournisseur de prestations, il est aussi et surtout la volonté institutionnalisée de vivre ensemble et, en régime démocratique, citoyennes et citoyens sont légitimés à exprimer les modalités de cette volonté. On est presque gêné d'avoir à rappeler de telles évidences: au temps court de la production de

biens et de services répond celui, lent, de la décision politique. Une décision qui doit

Une société n'est

pas une entreprise

rencontrer l'adhésion du plus grand nombre et qui contribue ainsi au constant renouvellement de la cohésion du groupe social.

En ignorant cette dimension propre du politique, en analysant la société dans une perspective étroitement économique, Lukas Mühlemann oublie que l'activité productive ne se déroule pas dans un espace abstrait. Mais bien dans une société concrète dont la cohésion et l'implication de ses membres constituent des facteurs essentiels du dynamisme économique. L'organisation politique et sociale est donc la première des conditions-cadre indispensables à la compétitivité d'un pays. Décidément l'économie est chose trop sérieuse pour la laisser aux mains des managers. JD